

No. 33790

**FRANCE
and
OMAN**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of
investments. Signed at Muscat on 17 October 1994**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
OMAN**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des
investissements. Signé à Mascate le 17 octobre 1994**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU SULTANAT D'OMAN ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPRO- QUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement du Sultanat d'Oman et le Gouvernement de la République Française, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements omanais en France et français en Oman,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique.

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes,

étant entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

¹ Entré en vigueur le 4 juillet 1996 par notification, conformément à l'article 12.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "société" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, y compris les investissements dans les services techniques et d'assistance, tels que bénéfices, redevances, plus-values, dividendes, honoraires ou intérêts.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus du réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Admission et encouragement des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 3

Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4

Traitements nationaux et de la nation la plus favorisée

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés. Ce traitement n'est pas moins favorable que le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales

ARTICLE 5

Dépossession

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6**Transferts**

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession, ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7**Garantie des investissements**

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8**Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante**

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

(C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 9

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 10

Engagement particulier

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 11

Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un troisième membre, qui doit être ressortissant d'un Etat tiers et qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

5 Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

ARTICLE 12

Entrée en vigueur et durée

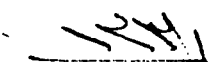
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles ou légales requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

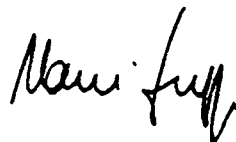
A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

FAIT à _____, le _____, en deux originaux, chacun en langue arabe et en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Sultanat d'Oman :

 1

Pour le Gouvernement
de la République Française :

 2


¹ Yousous Bin Alawi.

² Alain Juppé.

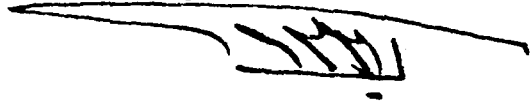
في حالة إنتهاء فترة سريان هذه الإتفاقية تستمر الإستثمارات التي نفذت أثناء سريانها في التمتع بالحماية التي تقرها أحكامها لفترة تكميلية مدتها عشرون عاما .

حررت في بتاريخ / / ١٩٩٩م من نسختين أصليتين كل منهما باللغة العربية واللغة الفرنسية ولكل من النصين حجية قانونية متساوية .

عن
حكومة الجمهورية الفرنسية



عن
حكومة سلطنة عمان



(٢) يتم تشكيل هيئة التحكيم المذكورة في كل حالة على حدة على النحو التالي :-
يقوم كل طرف متعاقد باختيار عضو ويقوم هذان العضوان بالاتفاق المشترك
بينهما باختيار عضو ثالث من مواطني دولة أخرى ليتم تعيينه رئيساً للهيئة
من قبل الطرفين المتعاقدين . ويجب أن يتم تعيين جميع الأعضاء خلال شهرين
من تاريخ قيام أحد الطرفين المتعاقدين بإخطار الطرف المتعاقد الآخر بنيتة في
إحالة النزاع للتحكيم .

(٤) إذا لم تراخ المواعيد المحددة في الفقرة (٢) السابقة يقوم أي من الطرفين
المتعاقدين في حالة عدم وجود أي اتفاق آخر بدعوة الأمين العام
لمنظمة الأمم المتحدة لإجراء التعيينات اللازمة . وإذا كان السكرتير العام
من مواطني أي طرف متعاقد أو إذا قام لأي سبب آخر مانع يحول دون
مباشرتة هذه المهمة يقوم اقدم الامناء العامين المساعدين ممن لا يتمتع بجنسية
أي طرف متعاقد بإجراء التعيينات اللازمة .

(٥) تصدر هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات وتكون هذه القرارات نهائية
وملزمة قانوناً للطرفين المتعاقدين .

تقوم هيئة التحكيم بتحديد إجراءاتها وتتولى تفسير الحكم بناء على
طلب أي من الطرفين المتعاقدين . ويتحمل الطرفان المتعاقدان مصروفات
التحكيم بما فيها أتعاب الحكّمين مناصفة فيما بينهما ما لم تقرر هيئة
التحكيم غير ذلك لظروف خاصة .

المادة الثانية عشرة

بدء العمل بالاتفاقية ومدتها

يقوم كل طرف بإخطار الطرف الآخر باستكمال الإجراءات الدستورية أو
القانونية المطلوبة لوضع هذه الاتفاقية موضع التنفيذ وتسرى بعد شهر من
تاريخ تسلم الاخطار الاخير .

تسرى هذه الإتفاقية لفترة اولية مدتها عشر سنوات وتظل سارية المفعول بعد
ذلك إلا إذا قام أحد الطرفين باخطار الآخر كتابة بإنهاء بالطريق الدبلوماسي قبل
عام واحد .

المادة التاسعة

الحلول

إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين ببناء على الضمان الممنوح لأي استثمار منفذ في إقليم الطرف الآخر أو في منطقتيه البحرية بأداء مدفوعات إلى أي من مواطنيه أو إحدى شركاته فإنه يكون لذلك الطرف تبعاً لذلك الحلول محل هذا المواطن أو تلك الشركة في حقوقها وإجراءاتها.

ويجب أن لا تؤثر هذه المدفوعات على حقوق المستفيد من الضمان في اللجوء إلى المركز الدولي لتسوية المنازعات الإستثمار أو أن يستمر في الإجراءات المقدمة للمركز حتى إنتهائها .

المادة العاشرة

التعهد الخاص

مع عدم الإخلال بأحكام هذه الإتفاقية فإن الإستثمارات التي كانت موضوعاً لتعهد خاص من قبل أحد الطرفين المتعاقدين ، فيما يتعلق بمواطني وشركات الطرف المتعاقد الآخر ، تخضع لشروط ذلك التعهد بالقدر الذي تكون فيه أحكامه افضل من أحكام هذه الإتفاقية .

المادة الحادية عشرة

تسوية المنازعات بين الطرفين المتعاقدين

(١) تتم تسوية المنازعات المتعلقة بتفسير أو تطبيق هذه الإتفاقية عن الطريق الدبلوماسي إذا ما كان ذلك ممكناً .

(٢) إذا لم تتم تسوية النزاع خلال فترة ستة أشهر من تاريخ إثارته من قبل أي من الطرفين المتعاقدين ، يحال النزاع بناء على طلب أي منهما إلى هيئة التحكيم .

كما يسمح لمواطني كل من الطرفين المتعاقدين - المصرح لهم بالعمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقته البحرية فيما يتعلق باستثمار مصرح به - بتحويل جزء مناسب من مكافآتهم إلى دولهم الأصلية .
وتنفذ التحويلات المشار إليها في الفقرات السابقة بدون تأخير وبسعر الصرف الرسمي السائد في تاريخ التحويل .

المادة السابعة

ضمان الإستثمارات

إذا كانت لوائح أحد الطرفين المتعاقدين تنص على ضمان للإستثمارات التي تتم بالخارج فإنه يجوز في كل حالة على حدة منح هذا الضمان للإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات ذلك الطرف على إقليم الطرف الآخر أو في منطقته البحرية .

ولا يجوز أن تحصل إستثمارات مواطني وشركات أحد الطرفين المتعاقدين على إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقته البحرية على الضمان المشار إليه في الفقرة السابقة إلا إذا تم الاتفاق عليه مسبقاً مع هذا الطرف الأخير .

المادة الثامنة

تسوية المنازعات بين مستثمر وطرف متعاقد

أي نزاع بشأن الإستثمارات ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين وبين مواطن أو شركة من الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته ودياً بين الطرفين المعنيين .
فإذا لم تتم تسوية هذا النزاع خلال فترة ستة أشهر من تاريخ اثارته من قبل أي من طرفي النزاع ، يحال النزاع بناء على طلب أي من هذين الطرفين إلى التحكيم بواسطة المركز الدولي لتسوية منازعات الإستثمار الذي تم إنشاؤه بموجب إتفاقية تسوية المنازعات المتعلقة بالإستثمارات التي تنشأ بين الدول ومواطني الدول الأخرى والتي تم التوقيع عليها في واشنطن بتاريخ ١٨ مارس ١٩٦٥ .

ويجب ان يؤدي عن اية اجراءات قد تتخذ لنزع الملكية تعويض فوري ومناسب يحسب مقداره على أساس القيمة الحقيقية للإستثمارات المعنية وأن يقدر بالنسبة للوضع الإقتصادي العادي السائد قبل إتخاذ اجراء نزع الملكية .

ويكون تحديد التعويض ومقداره وشروط السداد في موعد لا يتجاوز تاريخ نزع الملكية . ويجب أن يكون هذا التعويض قابلاً للتنفيذ وأن يدفع بدون تأخير وأن تكون له حرية التحويل . ويستحق على التعويض حتى تاريخ سداه فائدة تحسب وفقاً لسعر الفائدة السائد بالسوق .

(٣) ان مواطني وشركات اي من الطرفين المتعاقدين الذين تتعرض استثماراتهم للخسائر نتيجة للحرب أو أى نزاع مسلح ، ثورة ، إعلان حالة الطوارئ على المستوى الوطني أو تمرد ينشأ في إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقتة البحرية يتمتعون من قبل هذا الطرف الاخير بمعاملة لا تقل إفضلية عن المعاملة التي يمنحها هذا الطرف لمواطنيه وشركاته أو لمواطني وشركات الدولة الأولى بالرعاية .

المادة السادسة

التحويلات

على الطرف المتعاقد - الذي تتم في إقليمه أو في منطقتة البحرية الإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات الطرف المتعاقد الآخر - أن يسمح لهؤلاء المواطنين وتلك الشركات بحرية تحويل :-

أ - الفوائد وأرباح الاسهم والأرباح وغيرها من العائدات الجارية .
ب - الإتاوات الناتجة من الحقوق المعنوية المحددة في الفقرتين ١ (د) و ١ (هـ) من المادة (١) .

ج - المبالغ المخصصة لسداد القروض التي تم التعاقد عليها بشكل صحيح .
د - فنتاج التصرف أو التصفية الكلية أو الجزئية للاستثمار بما في ذلك الزيادة في قيمة رأس المال المستثمر .
هـ - التعويض عن نزع الملكية أو الخسارة المنصوص عليها في الفقرتين (٣و٢) من المادة (٥) السابقة .

المادة الرابعة

المعاملة الوطنية ومعاملة الدولة الأولى بالرعاية

يطبق كل طرف متعاقد في إقليمه ومنطقته البحرية على مواطني أو شركات الطرف الآخر فيما يتعلق باستثماراتهم وأنشطتهم المرتبطة بهذه الاستثمارات معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمواطنيه وشركاته . ولا يجب أن تقل هذه المعاملة في الأفضلية عن المعاملة الممنوحة لمواطني وشركات الدولة الأولى بالرعاية . وفي هذا الخصوص يستفيد المواطنون المصرح لهم بالعمل في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين وفي منطقته البحرية بالتسهيلات المادية التي تناسب مع ممارسة انشطتهم المهنية .

وبالرغم من ذلك لا تمتد هذه المعاملة إلى الامتيازات التي يمنحها أحد الطرفين المتعاقدين لمواطني أو شركات دولة أخرى نتيجة اشتراكها أو إنضمامها لمنطقة تجارة حرة أو اتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو أى شكل آخر من المنظمات الاقتصادية الإقليمية .

ولا تطبق أحكام هذه المادة على المسائل الضريبية ..

المادة الخامسة

نزوح الملكية

(١) تتمتع الإستثمارات التي ينفذها مواطنو وشركات أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ومنطقته البحرية بالحماية الكاملة والشاملة.

(٢) لا يجوز للطرفين المتعاقدين إتخاذ أية إجراءات للمصادرة أو التأميم أو أية اجراءات أخرى يكون لها نفس اثر نزوح الملكية سواء بطريق مباشر أو غير مباشر فيما يتعلق بالاستثمارات الخاصة بمواطني الطرف الآخر وشركاته على اقليميهما أو في منطقتيهما البحرية إلا في الحالات التي يتم فيها نزوح الملكية للمنفعة العامة وبشرط أن لا تؤدي هذه الإجراءات إلى التمييز أو تكون متعارضة مع تعهد محدد .

٥) تطبق هذه الإتفاقية على إقليم كل من الطرفين المتعاقدين بالإضافة إلى المنطقة البحرية لكل منهما والتي تعرف فيما يلي بالمنطقة الإقتصادية والجرف القارى الممتد خارج حدود المياه الإقليمية والذي يكون فيه للطرفين المتعاقدين طبقا للقانون الدولي حقوق السيادة والولاية فيما يتعلق بالتنقيب والإستغلال والحماية للموارد الطبيعية .

المادة الثانية

قبول وتشجيع الإستثمارات

يقبل كل من الطرفين المتعاقدين ويشجع في إقليمه وفي منطقته البحرية الإستثمارات التى ينفذها مواطنو وشركات الطرف الآخر وذلك في حدود تشريعات ذلك الطرف وأحكام هذه الإتفاقية .

المادة الثالثة

المعاملة المنصفة والعادلة

يتعهد كل من الطرفين المتعاقدين بأن يضمن في إقليمه ومنطقته البحرية ، معاملة منصفة وعادلة طبقا لمبادئ القانون الدولي للإستثمارات التى ينفذها مواطنو وشركات الطرف الآخر ، وأن لا يعمل ما من شأنه الحيلولة دون ممارسة هذا الحق المقرر سواء في الواقع أو بمقتضى قانون وبصفة خاصة وليس على سبيل الحصر يعتبر حائلا للتمتع بالمعاملة العادلة والمنصفة في الواقع أو بمقتضى قانون كل قيد على شراء أو نقل المواد الخام والمواد المساعدة والطاقة والوقود بالإضافة الى وسائل الإنتاج والاستغلال من جميع الأنواع وكل حائل لبيع أو نقل المنتجات داخل الدولة أو الى الخارج وكذلك اية إجراءات أخرى يكون لها أثر مماثل.

ويفحص الطرفان المتعاقدان بحسن نية وفي اطار تشريعاتهما الداخلية طلبات الدخول وتصاريح الإقامة واذون العمل والتنقل التي يتقدم بها مواطنو أحد الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بالإستثمار الذي ينفذ في إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو في منطقته البحرية .

- ب - الأسهم وعلاوات الإصدار والأنواع الأخرى من المساهمة حتى لو كانت أقلية أو غير مباشرة في الشركات المنشأة في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين .
- ج - الالتزامات والديون والحقوق المتعلقة باقراض أي شئ تكون له قيمة إقتصادية .
- د - حقوق المؤلف وحقوق الملكية الصناعية (مثل براءات الاختراع ، التراخيص ، العلامات التجارية ، والنماذج والتصميمات الصناعية) والعمليات الفنية والأسماء التجارية والشهرة التجارية .
- هـ - الإمتيازات الممنوحة بقانون أو بناء على عقد وبصفة خاصة إمتيازات التنقيب وإستزراع وإستخراج وإستغلال الموارد الطبيعية بما فيها تلك الكائنة في المنطقة البحرية لكل من الطرفين المتعاقدين .
- ومن المقرر أن تكون هذه الإستثمارات قد تمت أو يجب أن تتم طبقا لتشريع الطرف المتعاقد الذي تم الإستثمار على اقليمه أو في منطقتة البحرية سواء قبل أو بعد تاريخ نفاذ هذه الاتفاقية .
- وأي تعديل في شكل الإستثمار المتعلق بالملكية لا يؤثر على وصفه كإستثمار بشرط أن لا يكون هذا التعديل مخالفا لتشريع الطرف المتعاقد الذي تم الإستثمار على اقليمه أو في منطقتة البحرية

(٢) كلمة (مواطنين) تعنى الأشخاص الطبيعيين الذين يتمتعون بجنسية أى من الطرفين المتعاقدين .

(٣) كلمة (شركة) تعنى أى شخص معنوي انشئ في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين طبقا لتشريعات هذا الطرف وأن يكون مقره الرئيسى في إقليم هذا الطرف أو أن يكون تحت سيطرة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين بشكل مباشر أو غير مباشر أو تحت سيطرة أشخاص معنويين يكون مقرهم الرئيسى في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين ويكون قد انشئ طبقا لتشريعات هذا الطرف .

(٤) كلمة (عائدات) تعنى جميع المبالغ الناتجة من الإستثمار بما في ذلك الإستثمارات في مجال الخدمات الفنية والمعونات مثل الأرباح والأتاوات والزيادة في قيمة رأس المال وأرباح الأسهم والأتعاب والفوائد .

وتتمتع عائدات الإستثمار، وعائدات إعادة الإستثمار - في حالة إعادة الإستثمار- بنفس الحماية التى يتمتع بها الإستثمار .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

GOVERNMENT
OF THE SULTANATE OF OMAN

حكومة عمان
سلطنة عمان

إتفاقية

بين حكومة سلطنة عمان وحكومة الجمهورية الفرنسية

بشأن

التشجيع والحماية المتبادلة للإستثمارات

إن حكومة سلطنة عمان وحكومة الجمهورية الفرنسية (ويشار إليهما فيما بعد
بالطرفين المتعاقدين) ،
رغبة منهما في توطيد التعاون الإقتصادي بين الدولتين وخلق الظروف
الملائمة للإستثمارات الفرنسية في عمان والإستثمارات العمانية في فرنسا ،
وإعترافاً منهما بأن التشجيع والحماية المتبادلة لتلك الإستثمارات سيؤدي
إلى تشجيع إنتقال رؤوس الاموال والتكنولوجيا بين البلدين لمصلحة التنمية
الإقتصادية فيهما ،
قد إتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

تعريفات

لأغراض تطبيق هذه الإتفاقية :-

- (١) كلمة (إستثمار) تعنى أى نوع من الاموال والحقوق والفوائد اياً ما كانت
طبيعتها وبصفة خاصة ولكن ليس على سبيل الحصر :-
١ - الاموال المنقولة وغير المنقولة بالإضافة إلى أي حقوق عينية أخرى
مثل الرهن والإمتياز والإنتفاع والكفالة والحقوق المماثلة .

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE SULTANATE OF OMAN AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Sultanate of Oman and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for Omani investments in France and for French investments in Oman,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to all property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licenses, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties,

It being understood that the said investments shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

¹ Came into force on 4 July 1996 by notification, in accordance with article 12.

2. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of one Contracting Party.

3. The term “company” shall apply to any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, including investments in technical and assistance services, such as profits, royalties, capital gains, dividends, fees or interest.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2

PERMISSION FOR AND PROMOTION OF INVESTMENTS

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

JUST AND EQUITABLE TREATMENT

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*. In particular, but not exclusively, the following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect;

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favorable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

NATIONAL OR MOST-FAVOURED NATION TREATMENT

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies. Such treatment shall be no less favourable than the treatment accorded to nationals or companies of the most-favoured nation. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and the maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5

DISPOSSESSION

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, calculated in accordance with the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded, by the latter Party, treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6

TRANSFERS

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

GUARANTEE OF INVESTMENTS

Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

*Article 8*SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN AN INVESTOR
AND A CONTRACTING PARTY

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of

Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 9

SUBROGATION

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 10

SPECIFIC UNDERTAKING

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN THE CONTRACTING PARTIES

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.
2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.
3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a third member, who shall be a national of a third State and who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 12

ENTRY INTO FORCE AND PERIOD OF VALIDITY

Each Party shall notify the other of the completion of the respective constitutional or legal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done at Muscat on 17 October 1994, in two originals, each in Arabic and French, both texts being equally authentic.

For the Government
of the Sultanate of Oman:

YOUSOUS BIN ALAWI

For the Government
of the French Republic:

ALAIN JUPPÉ

ANNEX A

***Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations***

ANNEXE A

***Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

ANNEX A

No. 6292. CONVENTION ON THE
TAXATION OF ROAD VEHICLES EN-
GAGED IN INTERNATIONAL GOODS
TRANSPORT. DONE AT GENEVA, ON
14 DECEMBER 1956¹

ACCESSION

Instrument deposited on:
14 May 1997
LATVIA
(With effect from 12 August 1997.)
Registered ex officio on 14 May 1997.

ANNEXE A

N° 6292. CONVENTION RELATIVE AU
RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES
ROUTIERS EFFECTUANT DES
TRANSPORTS INTERNATIONAUX
DE MARCHANDISES. FAITE À
GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1956¹

ADHÉSION

Instrument déposé le :
14 mai 1997
LETTONIE
(Avec effet au 12 août 1997.)
Enregistré d'office le 14 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 436, p. 115; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 7 to 11, as well as annex A in volumes 1434, 1723, 1724 and 1762.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 436, p. 115; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 7 à 11, ainsi que l'annexe A des volumes 1434, 1723, 1724 et 1762.

No. 6293. CONVENTION ON THE TAXATION OF ROAD VEHICLES ENGAGED IN INTERNATIONAL PASSENGER TRANSPORT. DONE AT GENEVA, ON 14 DECEMBER 1956¹

N° 6293. CONVENTION RELATIVE AU RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES ROUTIERS EFFECTUANT DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX DE VOYAGEURS. FAITE À GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1956¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 May 1997

LATVIA

(With effect from 12 August 1997.)

Registered ex officio on 14 May 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 mai 1997

LETONIE

(Avec effet au 12 août 1997.)

Enregistré d'office le 14 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 436, p. 131; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 5 to 10, as well as annex A in volumes 1434, 1723, 1724 and 1762.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 436, p. 131; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 5 à 10, ainsi que l'annexe A des volumes 1434, 1723, 1724 et 1762.

No. 9648. CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FRANCE AND THE REPUBLIC OF PAKISTAN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME. SIGNED AT PARIS ON 22 JULY 1966¹

N° 9648. CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DU PAKISTAN TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU. SIGNÉE À PARIS LE 22 JUILLET 1966¹

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 19 May 1997 the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Islamic Republic of Pakistan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income signed at Paris on 15 June 1994.²

The said Convention, which came into force on 1 September 1996, provides, in its article 29 (3), for the termination of the above-mentioned Convention of 22 July 1966.

(19 May 1997)

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 19 mai 1997 la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 15 juin 1994².

Ladite Convention, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1996, stipule, au paragraphe 3 de son article 29, l'abrogation de la Convention susmentionnée du 22 juillet 1966.

(19 mai 1997)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 678, p. 241.

² See p. 371 of this volume.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 678, p. 241.

² Voir p. 371 du présent volume.

No. 21827. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF THE CONGO ON THE MOVEMENT OF PERSONS. SIGNED AT BRAZZAVILLE ON 1 JANUARY 1974¹

N° 21827. CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO SUR LA CIRCULATION DES PERSONNES. SIGNÉE À BRAZZAVILLE LE 1^{er} JANVIER 1974¹

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 19 May 1997 the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Congo on the movement and stay of persons signed at Brazzaville on 31 July 1993.²

The said Convention, which came into force on 1 October 1996, provides, in its article 15, for the termination of the above-mentioned Convention of 1 January 1974.

(19 May 1997)

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 19 mai 1997 la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes signée à Brazzaville le 31 juillet 1993².

Ladite Convention, qui est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1996, stipule, à son article 15, l'abrogation de la Convention susmentionnée du 1^{er} janvier 1974.

(19 mai 1997)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1309, p. 9, and annex A in volume 1455.

² See p. 285 of this volume.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1309, p. 9, et annexe A du volume 1455.

² Voir p. 285 du présent volume.

No. 24346. PROTOCOL BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM ON PRE-NATAL AND POST-NATAL ALLOWANCES UNDER FRENCH LEGISLATION AND BIRTH GRANTS UNDER THE BELGIAN FAMILY BENEFITS. SIGNED AT PARIS ON 3 OCTOBER 1977¹

N° 24346. PROTOCOLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE RELATIF AUX ALLOCATIONS PRÉ ET POSTNATALES DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE ET AUX ALLOCATIONS DE NAISSANCE DU RÉGIME BELGE DES PRESTATIONS FAMILIALES. SIGNÉ À PARIS LE 3 OCTOBRE 1977¹

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 19 May 1997 the Protocol between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Belgium concerning birth benefits signed at Brussels on 26 April 1993.²

The said Protocol, which came into force on 1 November 1996, provides, in its article 7, for the termination of the above-mentioned Protocol of 3 October 1977.

(19 May 1997)

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 19 mai 1997 le Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance signé à Bruxelles le 26 avril 1993².

Ledit Protocole, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1996, stipule, à son article 7, l'abrogation du Protocole susmentionné du 3 octobre 1977.

(19 mai 1997)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1437, p. 27.

² See p. 273 of this volume.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1437, p. 27.

² Voir p. 273 du présent volume.

No. 25585. CONVENTION ON SOCIAL SECURITY BETWEEN SPAIN AND CANADA. SIGNED AT MADRID ON 10 NOVEMBER 1986¹

N° 25585. CONVENTION SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE ENTRE L'ESPAGNE ET LE CANADA. SIGNÉE À MADRID LE 10 NOVEMBRE 1986¹

PROTOCOL AMENDING THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT OTTAWA ON 19 OCTOBER 1995

PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ À OTTAWA LE 19 OCTOBRE 1995

Came into force on 1 May 1997 by notification, in accordance with article 7.

Entré en vigueur le 1^{er} mai 1997 par notification, conformément à l'article 7.

Authentic texts: Spanish, English and French.

Textes authentiques: espagnol, anglais et français.

Registered by Spain on 13 May 1997.

Enregistré par l'Espagne le 13 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1491, p. 3.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1491, p. 3.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

PROTOCOLO AL CONVENIO SOBRE SEGURIDAD SOCIAL
ENTRE ESPAÑA Y CANADÁ

El Reino de España

y

Canadá

Visto el Convenio sobre Seguridad Social entre España y Canadá, firmado en Madrid el 10 de noviembre de 1986 y

Deseando reforzar aún más las relaciones entre los dos países en materia de seguridad social,

Han convenido lo siguiente:

Artículo 1

A los fines de este Protocolo:

- a) por "Convenio" se entiende el Convenio sobre Seguridad Social entre España y Canadá, firmado en Madrid el 10 de noviembre de 1986;*
- b) los demás términos tendrán el significado que les atribuye el Convenio.*

Artículo 2

- 1. Las prestaciones no contributivas de la Seguridad Social española, creadas por la Ley 26/90 de 20 de diciembre de 1990, se concederán a los ciudadanos canadienses en las mismas condiciones y con los mismos requisitos que la citada Ley establece para los ciudadanos españoles.*
- 2. Lo dispuesto en los artículos 5 y 9, apartados 1 y 3, del Convenio no será de aplicación a las prestaciones no contributivas a que se refiere el apartado precedente.*

Artículo 3

1. *Se sustituye en el artículo 6, apartado 2, del Convenio la palabra "veinticuatro" por la palabra "sesenta".*
2. *El artículo 6, apartado 4, del Convenio queda sustituido por el siguiente texto:*
4. *La persona empleada como miembro de la tripulación de un buque que, de no ser por el presente Convenio, pudiera estar sometida tanto a la legislación española como al Régimen de Pensiones de Canadá a causa de tal trabajo, estará sometida, en relación con el mismo, únicamente al Régimen de Pensiones de Canadá si esa persona tiene su residencia y es contratada en Canadá, y únicamente a la legislación española si esa persona tiene su residencia y es contratada en España. De no darse estas circunstancias quedará sometida únicamente a la legislación española si el buque enarbola bandera de España.*

Artículo 4

El Artículo 12 del Convenio queda sustituido por el siguiente texto:

Si una persona tiene derecho a una prestación según el Régimen de Pensiones de Canadá únicamente mediante la aplicación de las disposiciones de totalización del Capítulo 1 de este Título, la Institución competente de Canadá calculará la cuantía de la prestación a pagar a esa persona de la forma siguiente:

- a) *La tasa variable por ingresos (earning-related portion) de la prestación será determinada de acuerdo con las disposiciones del Régimen de Pensiones de Canadá, tomando exclusivamente como base los ingresos computables para la pensión bajo ese Régimen; y*

- b) *la cuantía de la tasa uniforme (flat-rate portion) será determinada multiplicando:*
- (i) *la cuantía de la tasa uniforme de la prestación determinada según las disposiciones del Régimen de Pensiones de Canadá*
por
 - (ii) *la fracción que representa la relación entre los periodos de cotización al Régimen de Pensiones de Canadá y el periodo mínimo requerido bajo ese Régimen para establecer el derecho a tal prestación, pero en ningún caso dicha fracción podrá ser superior al valor uno.*

Artículo 5

1. *El inciso c) del apartado 1 del artículo 13 del Convenio queda sustituido por el siguiente texto:*
- c) *para determinar la base reguladora para el cálculo de la prestación en aplicación de lo dispuesto en este artículo, cuando todo o parte del periodo de cotización que haya de tenerse en cuenta por la Institución competente española corresponda a periodos de seguro acreditados en Canadá, la citada Institución tendrá en cuenta las bases de cotización reales efectuadas por el asegurado en España durante los años que precedan inmediatamente al devengo de la última cotización realizada a la Seguridad Social española, y la cuantía de la prestación obtenida se incrementará con el importe de las mejoras y revalorizaciones establecidas para cada año posterior y hasta el hecho causante para las prestaciones de la misma naturaleza.*

2. *El inciso d) del apartado 1 y el apartado 2 del artículo 13 del Convenio queda sustituido por el siguiente texto:*

2. *Si la legislación española subordina la concesión de la prestación a la condición de que el interesado haya estado sujeto a su legislación en el momento de producirse el hecho causante de la prestación, esta condición se considerará cumplida si en dicho momento el interesado está asegurado en virtud de la legislación de Canadá o, en su defecto, cuando reciba una prestación de Canadá de la misma naturaleza o una prestación de distinta naturaleza pero causada por el propio beneficiario.*

El mismo principio se aplicará para el reconocimiento de las pensiones de supervivencia para que, si es necesario, se tenga en cuenta la situación de alta o de pensionista del sujeto causante en Canadá.

3. *Cuando la legislación española exija para reconocer la prestación que se hayan cumplido periodos de seguro en un tiempo determinado inmediatamente anterior al hecho causante de la prestación, esta condición se considerará cumplida si el interesado la acredita en el periodo inmediatamente anterior al reconocimiento de la prestación en Canadá, siempre que no se acrediten periodos de seguro en esa situación.*

Artículo 6

1. *A la entrada en vigor de este Protocolo, las prestaciones que hubieran sido solicitadas u otorgadas con anterioridad, en aplicación del Convenio, podrán ser examinadas nuevamente o revisadas por la Institución competente a petición del interesado*

considerando las disposiciones de este Protocolo. Los efectos económicos de la revisión se devengarán a partir del día primero del mes siguiente al de la solicitud del interesado.

2. *En ningún caso, como resultado de la revisión efectuada al amparo de lo dispuesto en el arpartado anterior, el interesado podrá percibir una prestación de cuantía inferior a la*

[For the testimonium and signatures, see p. 497 of this volume — Pour le testimonium et les signatures, voir p. 497 du présent volume.]

PROTOCOL TO THE CONVENTION ON SOCIAL SECURITY
BETWEEN SPAIN AND CANADA

The Kingdom of Spain

and

Canada,

*Noting the Convention on Social Security between Spain and
Canada, signed at Madrid on 10 November 1986, and*

*Desiring to strengthen even further the relations between them in
the field of social security,*

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Protocol:

- (a) "Convention" means the Convention on Social Security between Canada and Spain, signed at Madrid on 10 November 1986;
- (b) any other term shall have the meaning given to it in the Convention.

Article 2

- 1. Spanish non-contributory social security benefits established under Law 26/90 of 20 December 1990 shall be granted to Canadian citizens under the same conditions and subject to the same requirements as that law sets out for Spanish citizens.

2. Article 5 and Article 9, paragraphs 1 and 3 of the Convention shall not apply to the non-contributory benefits referred to in the preceding paragraph.

Article 3

1. In Article 6, paragraph 2 of the Convention, the word "twenty-four" shall be replaced by the word "sixty".
2. Article 6, paragraph 4 of the Convention shall be replaced by the following text:
 - "4. A person employed as a member of the crew of a ship who, but for this Convention, would be subject to the legislation of Spain as well as to the *Canada Pension Plan* in respect of that work shall, in respect thereof, be subject only to the *Canada Pension Plan* if that person resides and is hired in Canada, and only to the legislation of Spain if that person resides and is hired in Spain. When the circumstances of the previous sentence do not apply, the person shall be subject only to the legislation of Spain if the ship flies the flag of Spain."

Article 4

Article 12 of the Convention shall be replaced by the following text:

"If a person is entitled to the payment of a benefit under the *Canada Pension Plan* solely through the application of the totalizing provisions of Chapter 1 of this Part, the competent institution of Canada shall

calculate the amount of benefit payable to that person in the following manner:

- (a) the earnings-related portion of the benefit shall be determined in conformity with the provisions of the *Canada Pension Plan*, exclusively on the basis of the pensionable earnings under that Plan; and
- (b) the flat-rate portion of the benefit shall be determined by multiplying:
 - (i) the amount of the flat-rate portion of the benefit determined in conformity with the provisions of the *Canada Pension Plan*

by
 - (ii) the fraction which represents the ratio of the periods of contributions to the *Canada Pension Plan* in relation to the minimum qualifying period required under that Plan to establish entitlement to that benefit, but in no case shall that fraction exceed the value of one."

1. Article 13, sub-paragraph 1(c) of the Convention shall be replaced by the following text:

- "c) for purposes of determining the computation base of the benefit (la base reguladora para el cálculo de la prestación) under the provisions of this Article, when all or part of the contribution period which must be taken into account by the Spanish competent institution corresponds to insured periods completed

under the legislation of Canada, that competent institution shall take into account the person's actual contribution bases paid by that person in Spain during the years immediately preceding the date on which the last contribution was due under the Spanish social security system, and the amount of the benefit thus obtained shall be adjusted to take account of the increases and reassessments prescribed for the same category of benefits for each subsequent year until the occurrence of the contingency which gives rise to the benefit."

2. Article 13, sub-paragraph 1(d) and paragraph 2 of the Convention shall be replaced by the following text:

"2. If the legislation of Spain makes award of a benefit conditional on the fact that the person concerned must be subject to that legislation at the time of the occurrence of the contingency which gives rise to the benefit, this condition shall be deemed to be met if, at that time, that person is insured under the legislation of Canada or, if that is not the case, is in receipt of a benefit of the same kind under the legislation of Canada or a benefit of a different kind but one paid on account of the beneficiary him/herself. This same principle shall apply for the awarding of survivors' pensions where, if required, account is taken of the fact that the person in respect of whom a benefit is being claimed was validly insured (*situación de alta*) or in receipt of a benefit under the legislation of Canada."

3. When, for purposes of award of a benefit, the legislation of Spain requires that insured periods have been completed in a specific time immediately before the occurrence of the contingency giving rise to the

benefit, this condition shall be deemed to be met if the person concerned has completed those periods in the time immediately before the award of a benefit under the legislation of Canada, provided that insured periods are not credited in this situation.

Article 6

1. At the date of the coming into force of this Protocol, benefits which have been requested or awarded, prior to that date, through the application of the Convention may be reviewed or recalculated by the competent institution, on request by the beneficiary, taking into account the provisions of this Protocol. The change in the amount of benefit payable as a result of the recalculation shall start to be due from the first day of the month following the month in which the beneficiary requests the recalculation.
2. In no case shall the beneficiary, as a result of a recalculation made by virtue of the provisions of the previous paragraph, receive a benefit which is lesser in amount than that which he or she had been receiving prior to that time.

Article 7

1. This Protocol shall enter into force on the first day of the fourth month following the month in which each Party shall have received written notification from the other Party that it has complied with all statutory requirements for the entry into force of this Protocol.
2. Subject to paragraph 3 of this Article, this Protocol shall remain in force without any limitation on its duration.

3. In the event of the denunciation of the Convention through the application of Article 25, paragraph 2 thereof, this Protocol shall also be denounced, with effect on the same date as the termination of the Convention.

[For the testimonium and signatures, see p. 497 of this volume.]

PROTOCOLE DE LA CONVENTION SUR LA SÉCURITÉ
SOCIALE ENTRE L'ESPAGNE ET LE CANADA

Le Royaume d'Espagne

et

le Canada,

*Prenant acte de la Convention sur la sécurité sociale entre
l'Espagne et le Canada, qui a été signée à Madrid le
10 novembre 1986, et*

*Désirant renforcer davantage les relations entre eux dans le
domaine de la sécurité sociale,*

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Aux fins du présent Protocole :

- (a) «Convention» désigne la Convention sur la sécurité sociale entre le Canada et l'Espagne, qui a été signée à Madrid le 10 novembre 1986;
- (b) tout autre terme a le sens qui lui est attribué dans la Convention.

Article 2

1. Les prestations de sécurité sociale non contributives de l'Espagne, qui ont été établies aux termes de la Loi 26/90 du 20 décembre 1990, sont accordées aux citoyens canadiens aux mêmes conditions et soumises aux mêmes exigences prévues dans ladite loi pour les citoyens espagnols.

2. L'article 5 et les paragraphes 1 et 3 de l'article 9 de la Convention ne s'appliquent pas aux prestations non contributives mentionnées au paragraphe précédent.

Article 3

1. Au paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention, le mot «vingt-quatre» est remplacé par le mot «soixante».
2. Le paragraphe 4 de l'article 6 de la Convention est remplacé par ce qui suit :

«4. Le travailleur salarié occupé comme membre de l'équipage d'un navire qui, à défaut de la présente Convention, serait soumis, en ce qui concerne ce travail, à la législation de l'Espagne aussi bien qu'au *Régime de pensions du Canada*, sera assujetti, en ce qui y a trait, uniquement au *Régime de pensions du Canada* si ladite personne réside et est embauchée au Canada, et uniquement à la législation de l'Espagne si ladite personne réside et est embauchée en Espagne. Lorsque les circonstances citées dans la phrase précédente ne s'appliquent pas, la personne est assujettie uniquement à la législation de l'Espagne si le navire bat pavillon espagnol.»

Article 4

L'article 12 de la Convention est remplacé par ce qui suit :

«Si une personne a droit au versement d'une prestation aux termes du *Régime de pensions du Canada* uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la section 1 du

présent titre, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la prestation payable à ladite personne comme suit :

- (a) la composante liée aux gains de la prestation est calculée conformément aux dispositions du *Régime de pensions du Canada*, uniquement en fonction des gains ouvrant droit à pension crédités aux termes dudit Régime; et
- (b) la composante à taux uniforme de la prestation est déterminée en multipliant :
 - (i) le montant de la composante à taux uniforme de la prestation déterminé conformément aux dispositions du *Régime de pensions du Canada*
par
 - (ii) la fraction qui exprime le rapport entre les périodes de cotisations au *Régime de pensions du Canada* et la période minimale d'admissibilité à ladite prestation aux termes dudit Régime, mais ladite fraction n'excède en aucun cas la valeur de un.»

Article 5

1. L'alinéa 1(c) de l'article 13 de la Convention est remplacé par ce qui suit :

«(c) aux fins de déterminer la base de calcul de la prestation (la base reguladora para el cálculo de la prestación) aux termes des dispositions du présent article, lorsque l'ensemble ou une partie de la période de cotisation qui doit être prise en considération

par l'institution compétente de l'Espagne correspond aux périodes d'assurance accomplies aux termes de la législation du Canada, ladite institution compétente tient compte des bases de cotisation véritables payées par ladite personne en Espagne durant les années précédant immédiatement la date à laquelle la dernière cotisation devait être versée aux termes du système de sécurité sociale de l'Espagne, et le montant de la prestation obtenu est ajusté en fonction des augmentations et des réévaluations prescrites pour la même catégorie de prestations pour chaque année ultérieure jusqu'à l'apparition des circonstances donnant lieu à la prestation.»

2. L'alinéa 1(d) et le paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention sont remplacés par ce qui suit :
 - «2. Si la législation de l'Espagne autorise l'octroi d'une prestation à la condition que la personne visée soit assujettie à ladite législation au moment de l'apparition des circonstances donnant lieu à la prestation, ladite condition est réputée être respectée si, à ce moment-là, ladite personne est assurée aux termes de la législation du Canada ou, si cela n'est pas le cas, reçoit le même genre de prestation aux termes de la législation du Canada ou une prestation différente mais qui est versée pour le compte du bénéficiaire lui-même. Ce même principe s'applique à l'octroi de pensions de survivants si, au besoin, on tient compte du fait que ladite personne à l'égard de laquelle une prestation est demandée était valablement assurée (situación de alta) ou recevait une prestation aux termes de la législation du Canada.»

3. Lorsque, aux fins de l'octroi d'une prestation, la législation de l'Espagne exige que des périodes d'assurance soient accomplies à un certain moment qui précède immédiatement le moment où sont apparues les circonstances donnant lieu à la prestation, ladite condition est réputée être respectée si la personne visée a accompli ces périodes à un moment qui précède immédiatement le moment où une prestation est octroyée aux termes de la législation du Canada, pourvu que des périodes d'assurance ne soient pas admissibles dans cette situation.

Article 6

1. À la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, les prestations qui ont été demandées ou octroyées avant cette date, suite à l'application de la Convention, peuvent être examinées ou calculées à nouveau par l'institution compétente à la demande du bénéficiaire, selon les dispositions du présent Protocole. Le changement apporté au montant de la prestation payable à la suite du nouveau calcul devrait être apporté le premier jour du mois suivant celui où le bénéficiaire demande le nouveau calcul.
2. Le bénéficiaire ne doit jamais recevoir, à la suite du nouveau calcul fait selon les dispositions du paragraphe précédent, une prestation dont le montant est inférieur à celui qu'il recevait avant ce moment-là.

Article 7

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant celui où chaque Partie aura reçu de l'autre Partie un avis écrit indiquant qu'elle s'est conformée à toutes les exigences légales relatives à l'entrée en vigueur du présent Protocole.

2. Sous réserve du paragraphe 3 du présent article, le Protocole demeure en vigueur sans limitation de durée.
3. Advenant la dénonciation de la Convention par suite du paragraphe 2 de l'article 25, le présent Protocole sera également dénoncé avec prise d'effet à la même date de la cessation de la Convention.

[Pour le testimonium et les signatures, voir p. 497 du présent volume.]

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados para ello por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Protocolo.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Protocole.

HECHO en ejemplar triplicado en Ottawa, el día 19 de octubre de 1995, en español, inglés y francés, dando fe por igual cada uno de los textos.

DONE in three copies at Ottawa, this 19th day of October, 1995, in the Spanish, English and French languages, each text being equally authentic.

FAIT en trois exemplaires à Ottawa, le 19^e jour de octobre, 1995, dans les langues espagnole, anglaise et française, chaque texte faisant également foi.

Por España:

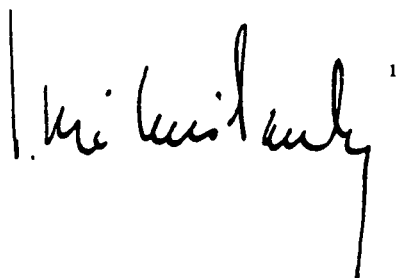
For Spain:

Pour l'Espagne :

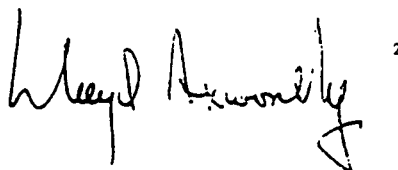
Por Canada:

For Canada:

Pour le Canada :



¹



²

¹ José Luis Pardos Pérez.

² Lloyd Axworthy.

No. 26369. MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER. CONCLUDED AT MONTREAL ON 16 SEPTEMBER 1987¹

N° 26369. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF À DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE. CONCLU À MONTRÉAL LE 16 SEPTEMBRE 1987¹

ACCESSION to the amendment to the above-mentioned Protocol, adopted at the Second Meeting of the Parties at London on 29 June 1990²

ADHÉSION à l'amendement au Protocole susmentionné, adopté à la deuxième Réunion des Parties à Londres le 29 juin 1990²

Instrument deposited on:

13 May 1997

BOTSWANA

(With effect from 11 August 1997.)

Registered ex officio on 13 May 1997.

Instrument déposé le :

13 mai 1997

BOTSWANA

(Avec effet au 11 août 1997.)

Enregistré d'office le 13 mai 1997.

ACCESSION to the amendment to the above-mentioned Protocol, adopted at the Fourth Meeting of the Parties at Copenhagen on 25 November 1992³

ADHÉSION à l'amendement au Protocole susmentionné, adopté à la quatrième Réunion des Parties à Copenhague le 25 novembre 1992³

Instrument deposited on:

13 May 1997

BOTSWANA

(With effect from 11 August 1997.)

Registered ex officio on 13 May 1997.

Instrument déposé le :

13 mai 1997

BOTSWANA

(Avec effet au 11 août 1997.)

Enregistré d'office le 13 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1522, p. 3, and annex A in volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598, 1642, 1644, 1650, 1656, 1658, 1667, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1689, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1736, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1764, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1842, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851, 1855, 1857, 1860, 1862, 1863, 1864, 1870, 1880/1881, 1887, 1895, 1896, 1899, 1901, 1902, 1903, 1912, 1916, 1917, 1920, 1927, 1928, 1931, 1935, 1936, 1940, 1941, 1946, 1948, 1949, 1953, 1955, 1963 and 1964.

² *Ibid.*, vol. 1684, No. I-26369, and annex A in volumes 1689, 1691, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1722, 1724, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1788, 1792, 1821, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1843, 1844, 1846, 1860, 1862, 1902, 1903, 1916, 1927, 1936, 1949, 1953 and 1964.

³ *Ibid.*, vol. 1785, No. I-26369, and annex A in volumes 1787, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1836, 1841, 1842, 1844, 1846, 1855, 1857, 1862, 1863, 1870, 1880/1881, 1895, 1896, 1899, 1901, 1902, 1903, 1916, 1920, 1927, 1928, 1935, 1936, 1948, 1949, 1953 and 1963.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1522, p. 3, et annexe A des volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598, 1642, 1644, 1650, 1656, 1658, 1667, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1689, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1736, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1764, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1842, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851, 1855, 1857, 1860, 1862, 1863, 1864, 1870, 1880/1881, 1887, 1895, 1896, 1899, 1901, 1902, 1903, 1912, 1916, 1917, 1920, 1927, 1928, 1931, 1935, 1936, 1940, 1941, 1946, 1948, 1949, 1953, 1955, 1963 et 1964.

² *Ibid.*, vol. 1684, n° I-26369, et annexe A des volumes 1689, 1691, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1722, 1724, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1788, 1792, 1821, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1843, 1844, 1846, 1860, 1862, 1902, 1903, 1916, 1927, 1936, 1949, 1953 et 1964.

³ *Ibid.*, vol. 1785, n° I-26369, et annexe A des volumes 1787, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1836, 1841, 1842, 1844, 1846, 1855, 1857, 1862, 1863, 1870, 1880/1881, 1895, 1896, 1899, 1901, 1902, 1903, 1916, 1920, 1927, 1928, 1935, 1936, 1948, 1949, 1953 et 1963.

No. 27627. UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST ILLICIT TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES. CONCLUDED AT VIENNA ON 10 DECEMBER 1988¹

N° 27627. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES. CONCLUE À VIENNE LE 20 DÉCEMBRE 1988¹

TERRITORIAL APPLICATION

Notification received on:

15 May 1997

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

(In respect of Hong Kong.)

Registered ex officio on 15 May 1997.

APPLICATION TERRITORIALE

Notification reçue le :

15 mai 1997

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

(A l'égard de Hong Kong.)

Enregistré d'office le 15 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1582, No. I-27627, and annex A in volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663, 1665, 1671, 1672, 1676, 1677, 1679, 1690, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1703, 1712, 1715, 1717, 1719, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1732, 1733, 1734, 1748, 1749, 1751, 1760, 1762, 1764, 1768, 1776, 1777, 1785, 1828, 1829, 1832, 1856, 1857, 1860, 1861, 1863, 1864, 1870, 1886, 1887, 1890, 1891, 1893, 1894, 1902, 1912, 1914, 1916, 1918, 1919, 1920, 1921, 1927, 1929, 1931, 1934, 1947, 1950, 1966, 1967, 1973 and 1976.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° I-27627, et annexe A des volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663, 1665, 1671, 1672, 1676, 1677, 1679, 1690, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1703, 1712, 1715, 1717, 1719, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1732, 1733, 1734, 1748, 1749, 1751, 1760, 1762, 1764, 1768, 1776, 1777, 1785, 1828, 1829, 1832, 1856, 1857, 1860, 1861, 1863, 1864, 1870, 1886, 1887, 1890, 1891, 1893, 1894, 1902, 1912, 1914, 1916, 1918, 1919, 1920, 1921, 1927, 1929, 1931, 1934, 1947, 1950, 1966, 1967, 1973 et 1976.

No. 30619. CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY. CONCLUDED AT RIO DE JANEIRO ON 5 JUNE 1992¹

N° 30619. CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. CONCLUE À RIO DE JANEIRO LE 5 JUIN 1992¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

16 May 1997

NAMIBIA

(With effect from 14 August 1997.)

Registered ex officio on 16 May 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

16 mai 1997

NAMIBIE

(Avec effet au 14 août 1997.)

Enregistré d'office le 16 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1760, No. I-30619, and annex A in volumes 1760, 1761, 1763, 1764, 1765, 1768, 1771, 1772, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1819, 1820, 1821, 1824, 1828, 1829, 1830, 1832, 1836, 1840, 1841, 1842, 1843, 1849, 1850, 1856, 1861, 1862, 1884, 1885, 1886, 1890, 1891, 1893, 1894, 1895, 1896, 1901, 1902, 1903, 1907, 1912, 1914, 1915, 1916, 1917, 1920, 1926, 1927, 1929, 1931, 1932, 1934, 1936, 1948, 1964, 1967 and 1971.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1760, n° I-30619, et annexe A des volumes 1760, 1761, 1763, 1764, 1765, 1768, 1771, 1772, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1819, 1820, 1821, 1824, 1828, 1829, 1830, 1832, 1836, 1840, 1841, 1842, 1843, 1849, 1850, 1856, 1861, 1862, 1884, 1885, 1886, 1890, 1891, 1893, 1894, 1895, 1896, 1901, 1902, 1903, 1907, 1912, 1914, 1915, 1916, 1917, 1920, 1926, 1927, 1929, 1931, 1932, 1934, 1936, 1948, 1964, 1967 et 1971.

No. 30822. UNITED NATIONS FRAMEWORK CONVENTION ON CLIMATE CHANGE. CONCLUDED AT NEW YORK ON 9 MAY 1992¹

N° 30822. CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. CONCLUE À NEW YORK LE 9 MAI 1992¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

13 May 1997

UKRAINE

(With effect from 11 August 1997.)

Registered ex officio on 13 May 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

13 mai 1997

UKRAINE

(Avec effet au 11 août 1997.)

Enregistré d'office le 13 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1771, No. I-30822, and annex A in volumes 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1819, 1820, 1821, 1828, 1829, 1831, 1836, 1840, 1841, 1843, 1844, 1846, 1849, 1856, 1860, 1861, 1864, 1865, 1870, 1871, 1885, 1886, 1887, 1891, 1893, 1894, 1897, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1912, 1914, 1920, 1927, 1929, 1935, 1936, 1938, 1949 and 1955.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° I-30822, et annexe A des volumes 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1819, 1820, 1821, 1828, 1829, 1831, 1836, 1840, 1841, 1843, 1844, 1846, 1849, 1856, 1860, 1861, 1864, 1865, 1870, 1871, 1885, 1886, 1887, 1891, 1893, 1894, 1897, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1912, 1914, 1920, 1927, 1929, 1935, 1936, 1938, 1949 et 1955.

No. 33409. LUSAKA AGREEMENT ON CO-OPERATIVE ENFORCEMENT OPERATIONS DIRECTED AT ILLEGAL TRADE IN WILD FAUNA AND FLORA. ADOPTED AT THE MINISTERIAL MEETING AT LUSAKA ON 8 SEPTEMBER 1994¹

N° 33409. ACCORD DE LUSAKA SUR LES OPÉRATIONS CONCERTÉES DE COERCITION VISANT LE COMMERCE ILLICITE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES. ADOPTÉ PAR LA RÉUNION MINISTÉRIELLE À LUSAKA LE 8 SEPTEMBRE 1994¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 May 1997

CONGO

(With effect from 13 July 1997.)

Registered ex officio on 14 May 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 mai 1997

CONGO

(Avec effet au 13 juillet 1997.)

Enregistré d'office le 14 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1950, No. I-33409, and annex A in volume 1962.

Vol. 1977, A-33409

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1950, n° I-33409, et annexe A du volume 1962.

No. 33480. UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION IN THOSE COUNTRIES EXPERIENCING SERIOUS DROUGHT AND/OR DESERTIFICATION, PARTICULARLY IN AFRICA. OPENED FOR SIGNATURE AT PARIS ON 14 OCTOBER 1994¹

N° 33480. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE. OUVERTE À LA SIGNATURE À PARIS LE 14 OCTOBRE 1994¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 May 1997

BARBADOS

(With effect from 12 August 1997.)

Registered ex officio on 14 May 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 mai 1997

BARBADE

(Avec effet au 12 août 1997.)

Enregistré d'office le 14 mai 1997.

RATIFICATION

Instrument deposited on:

16 May 1997

NAMIBIA

(With effect from 14 August 1997.)

Registered ex officio on 16 May 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

16 mai 1997

NAMIBIE

(Avec effet au 14 août 1997.)

Enregistré d'office le 16 mai 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1954, No. I-33480, and annex A in volumes 1955, 1957, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966 and 1976.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° I-33480, et annexe A des volumes 1955, 1957, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966 et 1976.